



**HAL**  
open science

## Généalogies politiques, contradictions et horizons du mouvement Black Lives Matter

Donna Murch, Clément Petitjean, Julien Talpin

► **To cite this version:**

Donna Murch, Clément Petitjean, Julien Talpin. Généalogies politiques, contradictions et horizons du mouvement Black Lives Matter. *Mouvements: des idées et des luttes*, 2022, 10.3917/mouv.110.0133 . hal-03891979

**HAL Id: hal-03891979**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03891979v1>**

Submitted on 3 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Généalogies politiques, contradictions et horizons du mouvement Black Lives Matter. Entretien avec Donna Murch.**

Propos recueillis et traduits par [Clément Petitjean](#), [Julien Talpin](#)

*Donna Murch est une historienne états-unienne, spécialiste du Parti des Black Panthers et des mouvements de libération noire aux Etats-Unis. Elle a récemment publié Assata Taught Me<sup>1</sup>, un recueil d'essais où elle revient sur la généalogie du mouvement Black Lives Matter, ses liens avec des luttes plus anciennes et les défis, notamment d'institutionnalisation, auquel il est confronté dans un contexte de réactions violentes de la droite. Autant de sujets que nous avons pu aborder avec elle au cours d'un entretien.*

**Mouvements :** Vous placez votre livre sous le patronage d'Assata Shakur, que le lectorat français ne connaît peut-être pas. Pourquoi cette figure était-elle importante pour vous, et que représente-t-elle dans l'histoire des luttes de libération noire ?

**Donna Murch :** Il y a deux raisons principales à cela. Je commence l'ouvrage en parlant du double sens du titre, *Assata Taught Me (Assata m'a appris)*. Je voudrais prendre le second sens d'abord. Les essais qui sont rassemblés dans ce livre représentent pour moi un moment de grande productivité générée par la joie de voir ces mouvements Black Lives Matter émerger. C'est vraiment l'esprit du livre. Parfois, les chapitres abordent des sujets difficiles, comme la spoliation et la violence d'État, l'incarcération ritualisée, mais l'esprit qui anime l'ensemble est guidé par ce mouvement qui, en termes du nombre de personnes qui ont manifesté dans les rues, est le plus gros de l'histoire des États-Unis. On l'a souvent comparé aux mouvements des années 1960-1970, mais les chiffres aujourd'hui sont supérieurs. J'ai passé beaucoup de temps dans les réunions organisées par l'historienne Barbara Ransby, l'une des quatre figures tutélaires du mouvement. À cette époque, en 2014, je me suis rendue à Ferguson et à Chicago, je suis allée manifester à New York, et il m'est apparu évident qu'Assata Shakur était devenue la principale icône du mouvement. Dans le dernier essai du livre, je fais référence à un poème qu'elle a écrit alors qu'elle était en exil à Cuba, dans les années 1960, dans lequel elle dit : « C'est notre devoir de lutter pour notre liberté / C'est notre devoir de triompher / Nous devons nous aimer et nous protéger les un·es les autres / Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes » Le mouvement Black Lives Matter est incarné par des organisations très diverses, dans de nombreuses régions, mais ce poème, je l'ai entendu partout.

Le premier sens du titre est un sens autobiographique. J'étais à l'université lorsque l'autobiographie d'Assata a été publiée, en 1987. Je l'ai lue dans la foulée, comme tant d'autres de mes camarades politisé·es. À l'époque, c'était un antidote parfait à l'institutionnalisation de certains pans du mouvement pour les droits civiques, au moment où le reaganisme est à son apogée et où des élu·es noir·es démocrates sont plus ou moins coopté·es et rejoignent la classe politique. Pour ma génération, qui est née à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le mouvement pour les droits civiques suscitait beaucoup de désillusions, de cynisme, voire même de colère. Aujourd'hui, je vois les choses de manière très différente, mais à l'époque, pour nous, Assata incarnait une alternative. Une partie de son autobiographie parle de la

---

<sup>1</sup> D. MURCH, *Assata Taught Me. State Violence, Racial Capitalism, and the Movement for Black Lives*, Chicago, Haymarket, 2022.

création des Black Panthers, mais pour l'essentiel elle parle de ses nombreux procès, de son expérience de l'incarcération en tant que femme, d'accoucher en prison. Cela faisait directement écho à la période d'incarcération de masse. Le fait qu'elle se soit évadée d'une prison de haute sécurité grâce à un groupe de camarades et qu'elle se soit exilée à Cuba, cela aussi, c'était important. Car elle incarnait l'impossible. C'est un mélange entre, d'une part, la mémoire collective du Black Panther Party (BPP), une organisation marxiste, noire, qui croyait réellement aux coalitions politiques reposant sur des mesures concrètes, et d'autre part son statut d'icône de l'espoir pour les jeunes générations.

**Mouvements** : Votre livre est un recueil d'essais, dont certains parlent du mouvement *black power* dans les années 1960-1970, d'autres de l'histoire de la violence d'État ciblant les Africain·es Américain·es et la croissance de l'État carcéral, d'autres encore du mouvement Black Lives Matter. Vous affirmez que pour comprendre ce soulèvement récent, il est nécessaire, en tant qu'historien·ne, de l'insérer dans une histoire plus longue et plus générale. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi cette perspective historique plus large est importante pour comprendre ce qui se joue en ce moment ?

**Donna Murch** : Depuis que j'ai écrit mon livre en 2010 sur les Panthers<sup>2</sup>, le principal sujet de recherche sur lequel je travaille est la guerre contre la criminalité (*war on crime*), et en particulier la guerre contre la drogue (*war on drugs*)<sup>3</sup>, qui fait suite aux mouvements sociaux radicaux des années 1960. Par ailleurs, entre 1994 et 2004 puis entre 2013 et 2015 j'ai vécu à Oakland et dans d'autres endroits en Californie. En même temps que je lisais sur une période antérieure, j'étais présente à plusieurs événements qui ont eu lieu dans les années 1990-2000. J'ai vraiment observé le développement de l'incarcération de masse en Californie. En effet, cet État a joué un rôle central non seulement dans le mouvement *black power* mais aussi dans l'histoire de la répression d'État.

Je cherchais quelque chose qui ressemble à ce que j'avais trouvé pour mon premier livre, où une force collective organisée répondait à la violence d'État, mais ça ne s'est pas produit dans les années 1980-1990. Il y avait des initiatives militantes très importantes, comme la Coalition Against Police Abuse, créée par Michael Zinzun dans les années 1970, et d'autres groupes et collectifs locaux. Mais aucune de ces initiatives n'arrivait à se transformer en mouvement de masse. Cela m'a poussée à réfléchir différemment. La raison pour laquelle je pense qu'il faut remonter jusqu'en 2012 et la mort de Trayvon Martin, voire même en 2006, avec la mort de Martin Lee Anderson, comme je propose de le faire dans le livre, c'est que le mouvement tel qu'il apparaît dans les médias ou dans les slogans « Black Lives Matter » n'est pas seulement une réponse immédiate à des meurtres policiers : il s'agit également d'une réponse à ce système de violence d'État et de répression qui a émergé au début des années 1970. C'est pour cela que c'est intéressant d'écrire une histoire du présent. Ce deuxième livre parle d'une période que j'ai moi-même vécu, d'une région dans laquelle j'ai moi-même vécu. Et au fil du temps j'ai vu mes propres découpages chronologiques et mes analyses du mouvement évoluer.

---

<sup>2</sup> D. MURCH, *Living for the City: Migration, Education, and the Rise of the Black Panther Party in Oakland, California*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.

<sup>3</sup> Ensemble de mesures punitives prises à l'échelle fédérale puis aux échelons d'État et locaux pour lutter contre le trafic et la consommation de substances considérées comme illicites. Lancée par Richard Nixon en 1971, intensifiée sous la présidence de Ronald Reagan (1980-1988) et prolongée depuis, elle constitue un pilier central dans l'accroissement exponentiel du taux d'incarcération depuis les années 1980.

Je ne sais pas si j'en parle dans le livre, mais j'essaie de comprendre pourquoi, dans les années 1980 et 1990, il a été si difficile de construire une réponse collective à l'avènement du néolibéralisme et de la Guerre contre la drogue. L'une des raisons, c'est qu'il a fallu du temps aux gens pour comprendre précisément ce contre quoi ils et elles se battaient. Maintenant cela nous apparaît clairement, nous avons tout un cadre analytique, les concepts d'État carcéral, d'incarcération de masse, mais il y a dix ans c'étaient des termes qui étaient très peu utilisés aux États-Unis. Les universitaires avaient du mal à faire publier des articles ou des livres sur le sujet, ce n'était pas considéré comme un champ d'étude clairement défini. Et ce n'était pas non plus considéré comme un phénomène important dans les principales biographies de Reagan. Si on prend les livres du journaliste politique Lou Cannon, il mentionne à peine la Guerre contre la drogue.<sup>4</sup> Il a fallu du temps pour développer les outils conceptuels permettant de comprendre ce nouveau régime de pouvoir. Si on regarde le mouvement pour les droits civiques, qui émerge à la fin des années 1950, l'essentiel de son infrastructure est construit dans les années 1930, soit vingt à trente ans plus tôt. Par ailleurs, nous vivons dans le plus gros État policier du monde, les États-Unis sont alors une super-puissance anti-communiste, donc c'est très difficile d'y construire des mouvements radicaux.

**Mouvements** : Dans le livre, justement, vous insistez sur le fait qu'au cours de ces dix dernières années une nouvelle génération de militant·es a émergé et qu'elle a réussi à créer ces mouvements qui remettent en cause non seulement le capitalisme racial mais aussi le patriarcat. Que s'est-il passé ? Comment expliquer ce basculement ? Est-ce lié, par exemple, à des effets de génération, d'accès aux études supérieures ?

**Donna Murch** : Je n'ai pas de réponse tranchée à cette question. Dans le livre, j'essaie de décrire les différentes tendances du mouvement et leur convergence. Par rapport aux années 1960-1970, en termes de ressources universelles disponibles, l'infrastructure sociale états-unienne a été vidée de sa substance et l'accès à l'Université est devenu beaucoup plus cher. La composition de classe a changé. Nous sommes actuellement dans une période de vache maigre. Mais c'est là, justement, que les détails de l'histoire sont importants. Barbara Ransby a étudié le mouvement, mais elle y a également joué un rôle absolument central. L'action des vrai·es militant·es de talent n'est souvent pas immédiatement visible. Un autre exemple, c'est celui d'Ella Baker, que de nombreux·ses militant·es aujourd'hui considèrent comme une figure tutélaire.<sup>5</sup> Ou Assata Shakur. Barbara Ransby, avec sa collègue Cathy Cohen, une autre universitaire noire de gauche, ont utilisé de manière tactique les ressources de la University of Illinois at Chicago et de l'Université de Chicago, où elles enseignent, pour créer un patchwork (*a quilt*), pour reprendre un terme qu'elles affectionnent. Elles ont invité des militant·es des quatre coins du pays pour se rencontrer et discuter. C'est ce qui donnera naissance à

---

<sup>4</sup> Correspondant du *Washington Post* à la Maison-Blanche dans les années 1980, Lou Cannon a écrit cinq ouvrages biographiques sur Reagan.

<sup>5</sup> Ella Josephine Baker (1903-1986) est une militante des droits civiques qui a joué un rôle central dans la création du Student Nonviolent Coordinating Committee, l'une des organisations les plus dynamiques, radicales et visionnaires du mouvement. Contrairement à Martin Luther King Jr. et les pasteurs qui l'entouraient, Baker défendait une conception horizontale et anti-autoritaire de l'action collective, avant tout conçue en termes d'auto-organisation des opprimé·es. Voir notamment la biographie que lui a consacré Barbara Ransby : *Ella Baker and The Black Freedom Movement: A Radical Democratic Vision*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005.

l'organisation Black Youth Project 100 (BYP 100).<sup>6</sup> Mais elles ont continué à façonner une infrastructure nationale à travers d'autres initiatives, comme le Social Justice Portal Project.<sup>7</sup>

En ce qui concerne l'explication de ce basculement, c'est plus difficile à dire. L'histoire des années 1990 et 2000 reste encore à écrire. Je pense qu'une part importante de l'infrastructure derrière le mouvement Black Lives Matter vient du mouvement LGBTQ et des mouvements queer noirs. J'ai par exemple un·e étudiant·e trans qui travaille sur l'histoire des mobilisations trans contre l'État carcéral. Cela vient bousculer les interprétations classiques qu'on peut mobiliser pour étudier les organisations militantes. Je voudrais également mentionner l'argument de Keeanga-Yamahtta Taylor selon lequel Black Lives Matter émerge en réponse à l'élection de Barack Obama et la déception qu'elle a représenté.<sup>8</sup> Je suis d'accord avec elle, mais je pense que nous avons également besoin d'une histoire sociale des trajectoires de ces militant·es. Patrisse Cullors et Alicia Garza ont écrit leurs autobiographies, mais je suis curieuse d'en savoir plus sur les organisations de terrain dont je parle dans le livre, comme les Dream Defenders. Si j'en parle autant, c'est qu'ils ont un réel ancrage local et qu'ils tissent des liens avec les franges radicales du mouvement pour les droits civiques.

**Mouvements** : Pouvez-vous comparer l'actuel mouvement Black Lives Matter et les Black Panthers et parler de la place qu'occupent ces dernier·es dans l'imaginaire de la gauche radicale ? Pourquoi les Black Panthers fascinent-ils autant ? Dans quelle mesure leur conception de la solidarité ressemble ou se distingue de ce qui se passe dans Black Lives Matter ?

**Donna Murch** : D'une certaine manière, je pense que les Panthers sont très différent·es. Il faut bien se rappeler que l'imaginaire de la gauche à laquelle nous appartenons, moi comprise, a été façonné par la Guerre froide. Or les Panthers étaient une organisation explicitement marxiste-léniniste. Ils ont bricolé leur propre idéologie en empruntant à d'autres doctrines – et c'est une longue histoire dont je ne parlerai pas aujourd'hui – mais ils viennent du mouvement anti-colonial. Dans mon premier livre, je raconte que les Panthers sont nés d'un groupe étudiant à l'université de Berkeley qui se constitue en réponse à l'assassinat de Patrice Lumumba le 17 janvier 1961 et au moment où Malcolm X s'impose comme une figure nationale. Les Panthers sont une branche parmi d'autres dans les mouvements radicaux d'après-guerre. Ils s'identifient à Cuba, à Ho Chi Minh et au Viet-Minh, et même à Mao. Ils sont explicitement marxistes et appliquent le centralisme démocratique. C'est une organisation très hiérarchique qui est aux antipodes des mouvements horizontaux d'aujourd'hui. Et c'est une organisation de militant·es bénévoles.

L'une des choses les plus intéressantes que j'ai apprises dans les réunions qu'organisait Barbara Ransby, c'est qu'il ne s'agissait pas juste de conférences universitaires. C'était des exercices militants. Il y avait tous ces gens dans la salle, de tous les âges, et l'un des principaux points de désaccord portait sur le rôle de l'État dans la transformation sociale. Pour les gens de ma génération, nos références continuent d'être le Gouvernement révolutionnaire populaire de la

---

<sup>6</sup> Créée en 2004 par la politiste Cathy Cohen à la frontière entre champ universitaire et militantisme, le Black Youth Project organise en juillet 2013 un séminaire à Chicago rassemblant une centaine de jeunes Noir·es âgé·es de 18 à 35 ans, au moment même où George Zimmerman était acquitté du meurtre de Trayvon Martin survenu un an plus tôt.

<sup>7</sup> Think tank créé en 2021 à Chicago dont l'objectif est de rassembler des universitaires, des militant·es et des artistes autour d'enjeux antiracistes et de justice sociale.

<sup>8</sup> Voir K.Y. TAYOR, *Black Lives Matter : le renouveau de la révolte noire américaine*, Marseille, Agone, 2017.

Grenade, Cuba, l'idée que le socialisme d'État n'est pas sans poser problèmes mais que l'État doit jouer un rôle important. C'est ce que pensaient aussi les Black Panthers. Ce qui est fascinant, chez les Panthers, c'est qu'ils se battent contre la violence d'État, ils surveillent la police, prônent l'auto-défense armée – et dans certains cas recourent à la lutte armée, comme c'est le cas à New York ou dans certaines franges de la Black Liberation Army – mais ils croient aussi dans la possibilité que l'État redistribue les ressources. L'un des premiers mandats politiques auxquels se présentent les Panthers est un siège dans un conseil qui contrôle les programmes de lutte contre la pauvreté à Oakland. Ce sont des gens qui adressent leurs revendications à l'État, et qui croient aux possibilités réelles d'un monde socialiste alternatif, dont les sources d'inspiration sont en Asie pour les militant·es de la côte Ouest ou en Tanzanie et en Afrique pour celles et ceux de la côte Est.

Pour autant, je pense que l'attrait qu'exercent les Panthers tient au fait qu'ils fournissent un cadre organisé pour s'opposer à la police dans le plus grand État policier du monde. Ensuite, ils disaient qu'ils voulaient mobiliser les marginaux, ils parlaient des « frères au coin de la rue » (*brothers on the block*) et revendiquaient de se tourner vers le *lumpen*. Cela anticipe les formes de prolétarisation actuelles, qu'une stratégie politique classique tournée vers les classes populaires stabilisées ne permet pas de saisir. Enfin, l'ADN du parti est importante : les Panthers étaient des migrant·es noir·es du Sud des États-Unis qui ne venaient pas des canaux traditionnels des élites, qui ont donc créé des formes d'organisation et d'action qui parlaient au peuple. Les Panthers avaient un vrai talent militant et l'ont déployé avec beaucoup d'imagination et de créativité, comme le montrent l'iconographie de l'artiste Emory Douglas ou l'utilisation d'un journal.

En ce qui concerne leur conception de la solidarité, les Panthers étaient marxistes, tandis que le mouvement Black Lives Matter est composé de tendances politiques différentes, l'idée de la forme « parti » ne va pas de soi pour la nouvelle génération. Les Panthers se définissaient comme marxistes. Il s'agissait d'une organisation noire, qui puisait dans la tradition de l'auto-détermination noire, mais le point fondamental autour duquel ils créent des coalitions avec d'autres groupes, c'est l'anti-impérialisme et l'anti-capitalisme. L'un ne va pas sans l'autre. Les Panthers ne voyaient pas ces groupes comme des alliés ou comme des co-conspirateurs, comme le dirait Alicia Garza. Ils considéraient que ces groupes étaient en guerre contre l'État, comme elleux. Il n'y avait pas de relation de subordination entre les groupes, mais une coalition autour de problèmes communs.

**Mouvements** : Une autre différence entre les Panthers et les mouvements contemporains tient à leur rapport aux questions de genre et de sexualité. Sous de nombreux aspects, l'émergence de BLM s'est faite en dialogue avec l'histoire des mouvements de libération noirs depuis les années 1960. Les militant·es BLM ont été très critiques, par exemple, des organisations noires institutionnelles. Dans quelle mesure cette sensibilité au genre et aux questions de sexualité est-elle aussi une critique de l'angle mort qu'on retrouvait également chez les Panthers et d'autres organisations *black power* ? Pour le dire autrement, comment analysez-vous le fait que les Panthers sont une référence centrale pour les mouvements contemporains alors que l'organisation incarnait dans le même temps le patriarcat et la domination masculine ?

**Donna Murch** : L'une des principales différences, c'est que les femmes, aujourd'hui, dirigent ces organisations. Après 1968 le Black Panther Party, de l'avis de son co-fondateur, Bobby Seale, était majoritairement composé de femmes. Charles Payne, célèbre historien du

mouvement pour les droits civiques, a cette phrase très juste : « Les hommes dirigeaient, les femmes faisaient le travail de terrain. » Ce qui est intéressant, c'est que, d'une certaine manière, les militant·es aujourd'hui convoquent leur propre vision du parti et réécrivent son histoire en brandissant la figure d'Assata Shakur. Il s'agit moins d'une posture de critique que de réinterprétation de son histoire et de son iconographie. Et ce n'est pas juste les femmes qui occupent des positions dominantes dans le mouvement BLM, ce sont aussi des gays, des lesbiennes, des personnes trans. Pour reprendre une expression qu'utilise BYP 100, l'approche dominante est une approche noire, queer et féministe (*a black queer feminist lens*).

À certains égards, jusqu'à ce mouvement, l'incarcération de masse était essentiellement perçue comme un problème qui concernait les hommes noirs. Car la majorité des personnes incarcérées sont des hommes. Mais nous sommes dans un moment de profondes transformations, au sein de la population noire comme dans l'ensemble du pays : le nombre de femmes augmente rapidement dans les universités et sur le marché du travail, pas uniquement dans les mouvements sociaux. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles on observe ce genre de masculinité toxique brutale et dangereuse qu'incarnent Trump et beaucoup d'autres, dans le Parti républicain mais aussi dans le Parti démocrate.

**Mouvements** : Ce n'est pas le cœur de votre livre, mais vous mentionnez à de nombreuses reprises la généalogie du *black feminism*. Pour vous, comment les mouvements actuels sont-ils liés à la tradition *black feminist* ? Comment des textes fondateurs comme le manifeste du Combahee River Collective<sup>9</sup> de 1977 et d'autres ont-ils influencé cette approche noire, queer et féministe que vous venez d'évoquer ?

**Donna Murch** : Ils les ont énormément influencés. Je pense également aux travaux d'Angela Davis, notamment *Femmes, race et classe* et son autobiographie. Ces textes constituent la colonne vertébrale du *black feminism*, d'un ethos *black feminist*. Et c'est dans ces idées qu'on voit converger féminisme, abolitionnisme carcéral, et anticapitalisme, mais un anticapitalisme qui rompt avec une vision abstraite de la classe ouvrière. L'ironie, c'est que l'expression *identity politics*, qui a été utilisé de manière très virulente par la droite pour attaquer les mouvements antiracistes et féministes, a d'abord été forgée par le Combahee River Collective. Elles ont forgé ce terme pour rendre raison des obstacles et des difficultés qui étaient les leurs en tant que femmes noires qui cherchaient à participer à des mouvements radicaux, anticapitalistes. Pour pouvoir militer et déployer leur talent et leur créativité intellectuelle, elles ont d'abord dû remettre en cause le stéréotype de l'homme qui travaille pour nourrir sa famille et les idées préconçues sur la classe ouvrière et les opprimé·es. Pour moi, elle est là, la continuité.

**Mouvements** : Pour revenir sur la question des revendications anticapitalistes d'une partie des mouvements antiracistes contemporains, est-ce que vous voyez une contradiction dans le fait que certaines des organisations qui tiennent ces discours radicaux, à l'image de BYP 100 ou Dream Defenders, sont des associations à but non-lucratif, partiellement financées par des fondations philanthropiques et qui peuvent apparaître comme faisant partie de ce que certain·es qualifient de complexe « associativo-industriel » ?<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> Le manifeste du Combahee River Collective est un texte publié en 1977 par un collectif de femmes noires lesbiennes et marxistes qui dénonçait le double aveuglement du mouvement féministe dominant, blanc, aux questions raciales, et du mouvement nationaliste noir aux questions de genre et de sexualité.

<sup>10</sup> La formule (*nonprofit industrial complex* en anglais) s'inspire de la célèbre dénonciation du complexe militaro-industriel du président Dwight Eisenhower au début des années 1950. Parmi les principales théorisations du

**Donna Murch** : Je crois qu'une des difficultés les plus centrales pour la gauche américaine contemporaine c'est qu'elle a abandonné une partie de sa base traditionnelle, du fait du déclin de la syndicalisation. Aujourd'hui, dans le secteur privé, seuls 5 à 6 % des salariés sont syndiqués, même si c'est plus élevé dans le secteur public. De fait, les bastions traditionnels de la gauche – les syndicats et dans une certaine mesure l'université, du moins dans les années 1960 et 1970 – ont été sérieusement affaiblis. Ce contexte est essentiel pour répondre à la question. Les militant·es se sont professionnalisé·es, ont désormais un diplôme universitaire et, après la Guerre froide, l'idée d'une organisation bénévole, voire d'un parti, n'a tout simplement pas été transmise à la génération suivante. Ce serait intéressant d'interviewer des militant·es antiracistes noir·es et de leur demander ce qu'ils pensent de la forme partisane. Je ne crois pas qu'ils aient réellement pensé la question. Ces dernières années les mouvements horizontaux sont devenus la forme dominante. Dans ce contexte, on a assisté à la généralisation du militantisme salarié, ce qui renforce la distance sociale avec la population qu'ils tentent d'organiser. Ce qui faisait la force des Black Panthers était qu'ils étaient pauvres, issu·es de la classe ouvrière, ou des vétérans de guerre, des ancien·es détenu·es... la base de l'organisation était composée des groupes pour lesquels ils se battaient et qu'ils représentaient. Alors que maintenant on a plutôt affaire à des salarié·es qui sont obligé·es de travailler pour survivre. Ils sont obligés de répondre aux attentes bureaucratiques des associations à but non-lucratif, tout en étant critiques, ce qui montre que la salarisation est un choix contraint.

Malgré tout, une des choses que j'admire chez Dream Defenders, c'est qu'ils cherchent aussi des sources alternatives de financement. Ils ont lancé leur propre ligne de vêtements, ne sollicitent plus d'argent de fondations, ont stoppé toute présence sur les réseaux sociaux pendant plusieurs mois... Ils se sont éloigné·es d'un modèle dominant dans lequel vous avez des manifestations connaissant une forte couverture médiatique, un financement et un soutien philanthropique.

Ils essaient donc de s'attaquer à ces questions. Mais au fond, je crois qu'on aurait besoin d'une discussion plus large à ce sujet. Comment construit-on des institutions pour la gauche qui ne soient pas guidées par les fondations et le modèle des associations à but non-lucratif ? Je crois qu'une des difficultés auxquelles on est confronté·es est lié au rôle central qu'ont acquis les réseaux sociaux. D'un côté, il y a le modèle économique des associations, mais il y a aussi une sorte de culture de la célébrité qui se diffuse dans les mondes militants... et je crois que pour mener des batailles anticapitalistes on doit s'attaquer à cette culture de la célébrité. Le « branding » et les idées véhiculées par les réseaux sociaux ont parfois conduit à des formes d'individualisme et d'entrepreneuriat de soi au sein de certains mouvements. Il faut qu'on réfléchisse sur la façon de les mettre à mal, sans juste s'en prendre aux gens. Pas pour les accabler, mais pour commencer à reconnaître qu'il y a un problème.

Dans le mouvement des droits civiques, déjà, la façon dont la figure de Martin Luther King a été utilisée par le BPP, la façon dont les médias se sont entichés d'Eldridge Cleaver<sup>11</sup>... il y a

---

concept, voir *The Revolution Will Not Be Funded: Beyond the Non-Profit Industrial Complex* du collectif Incite ! (2007).

<sup>11</sup> Eldridge Cleaver (1935-1998) rejoint les Black Panthers quelques mois après leur création, en octobre 1966. Figure très médiatique de l'organisation, notamment suite à la parution du recueil d'essais *Soul on Ice* (1968) où il raconte ses années en prison, Cleaver défend la nécessité de la lutte armée au début des années 1970. Dans les années 1980, il fréquente différentes sectes religieuses et devient un conservateur républicain convaincu.



toujours eu cette tension entre les leaders célèbres et la base. Mais les réseaux sociaux ont terriblement empiré le phénomène.

**Mouvements** : Dans le livre vous parlez des débats récents qui ont animé la gauche autour de l'idée de « définancer la police » (*defund the police*)<sup>12</sup>. Pouvez-vous nous dire d'où vient cette revendication et quels sont, à vos yeux, ses intérêts et ses risques ?

**Donna Murch** : Une des choses les plus enthousiasmantes qui se sont produites en 2020 – alors qu'on a estimé que près de 26 millions de personnes ont participé à une manifestation à ce moment-là, et que la convergence s'est faite sur l'idée que la vie des noir-es comptait –, ce sont les pancartes et les slogans que les gens brandissaient dans la rue. Ça a conduit à la maturation d'une idée née dans les années 1970, avec le travail d'Angela Davis par exemple et la préhistoire des mobilisations anticarcérales, à savoir que la réforme de la police et du système judiciaire et pénal n'est pas possible. Au contraire, l'expansion et le renforcement des institutions carcérales a plutôt été le fruit de telles réformes. Ce qui est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Et donc les idées abolitionnistes se sont diffusées, avec notamment la création de Critical Resistance<sup>13</sup> à la fin des années 1990, avec le rôle central joué par Ruth Gilmore<sup>14</sup>, contribuant à la circulation de ces thèses dans les milieux militants, notamment à l'université et parmi les plus jeunes. Mais ce qui s'est passé en 2020, du fait de l'ampleur du mouvement, c'est que cette idée est même parvenue jusqu'au conseil municipal de la ville de Minneapolis. Que la ville où George Floyd a été tué débattre de l'abolition de la police, ce n'est pas rien. Il y a eu une discussion budgétaire et au final ça n'est pas passé.

Mais que des médias *mainstream* comme CNN ou le *New York Times* parlent du définancement de la police, c'est incroyable. On a assisté à une normalisation de l'idée d'abolition de la prison, des idées qui paraissent désormais raisonnables aux gens. Car pour moi le slogan « Defunding the police » est directement lié à celui concernant l'abolition de la prison, qui a lui aussi fortement circulé, ce qui est extrêmement important au regard de la massification du système carcéral aux États-Unis depuis cinquante ans.

Donc je crois qu'il est essentiel de rompre avec l'idée de réforme, la croyance selon laquelle plus de diversité dans la police, équipée de cameras, changerait quoi que soit. Ils ont des caméras désormais, et ça ne change rien, ils les coupent quand ils veulent. De la même façon les commissions policières<sup>15</sup> [police commission], même plus sérieuses, ne changent rien. De fait, la recherche de réformes a souvent constitué le levier de l'expansion des ressources policières, afin d'obtenir de meilleures infrastructures ou de meilleures armes. La « guerre

---

<sup>12</sup> Voir à ce sujet la recension par Shaïn Morisse du livre du Collectif Matsuda, *Abolir la police*, paru aux éditions Niet en 2021, dans ce numéro.

<sup>13</sup> Critical Resistance est une organisation créée en 1997 à Oakland en Californie par Angéla Davis et Ruth Wilson Gilmore. Elle travaille à construire un mouvement populaire pour démanteler ce qu'elle définit comme le complexe carcéro-industriel, et a contribué à mettre à l'agenda national l'idée d'abolition de l'incarcération de masse.

<sup>14</sup> Ruth Wilson Gilmore est une géographe américaine, spécialiste de l'incarcération de masse, très investie dans le militantisme anti-carcéral. Elle est également la cousine de John Huggins, membre des Black Panthers tué par le FBI sur le campus de UCLA en janvier 1969.

<sup>15</sup> Les « police commission », dont la composition diffère d'une ville à l'autre, rassemblant principalement élus et membres de la police, définit les règles de fonctionnement de la police et sont en charge des enquêtes en cas de manquements disciplinaires de la part de policiers. Elles sont fréquemment la cible des militant-es contre les violences policières, car jugées trop partiales.

contre la drogue » est un des meilleurs exemples de la façon dont les municipalités sont parvenues à extraire ou récupérer de l'argent pour l'institution policière.

Sans être vraiment surprenant, c'est déprimant de voir que Joe Biden, depuis qu'il est président, a d'emblée endossé le rôle de « Monsieur Sécurité » [« Mister Law-and-Order »]. Il avait en effet déjà soutenu la principale loi sécuritaire des années 1990 sous l'administration Clinton. C'est sous cette administration démocrate qu'on a assisté à plus grande expansion de l'incarcération de masse. Si bien que Joe Biden, comme d'autres parlementaires dont je parle dans le livre, attaque la revendication de définancer la police. Iels reprochent à ce slogan d'avoir, par sa radicalité, fait perdre au Parti démocrate certains sièges de députés aux dernières élections. Mais j'avance dans le livre que dans certaines circonscriptions clefs, dans certains États-pivots, là où Black Lives Matter était le plus dynamique, ont connu le taux de participation électorale le plus élevé parmi les personnes racisées.

Quand les gens parlent de prison aux États-Unis, iels pensent d'abord aux entreprises privées qui s'enrichissent de cette façon. Mais la vérité c'est que, à l'exception des centres de détention pour sans-papiers, la plupart des prisons relèvent de l'économie publique. Les collectivités locales peuvent tirer profit de l'incarcération. Il est donc essentiel de prendre conscience qu'on entre dans une nouvelle ère de « *law and order* », que le Président Joe Biden a soutenu, aussi bien au niveau fédéral que local, de nombreux départements de police afin qu'ils obtiennent davantage de moyens. Et avec l'élection d'Eric Adams<sup>16</sup>, un des pires partisans des positions sécuritaires, qui rappelle l'administration Giuliani dans les années 1990 ... le combat continue !

**Mouvements :** Depuis 2020 on a assisté à une forme de *backlash* aux États-Unis, et on a le même sentiment en France. Car de la même façon, en juin 2020, des manifestations antiracistes historiques ont eu lieu en réaction à l'assassinat de George Floyd, notamment à l'initiative du Comité Adama. Mais depuis la contre-offensive de la droite et de l'extrême-droite a été violente, avec des attaques sur les études sur les questions raciales par des ministres, le retour de politiques très sécuritaires et islamophobes... Comment interprétez-vous cette contre-offensive à laquelle on assiste aussi aux États-Unis ?

**Donna Murch :** Un des événements marquants des manifestations de 2020, c'est que la majorité des participant·es étaient blanc·hes. Rappelons que les afro-américain·es ne représentent que 10 à 11 % de la population états-unienne. Et je crois que ce qui a terrifié la droite, c'est de voir cette masse énorme. Et de leur point de vue, s'attaquer aux universités, aux écoles, à la *critical race theory*, c'est logique<sup>17</sup>. On a aussi une bataille sur la signification même des États-Unis. On se voit encore comme les leaders du monde libre, le fameux exceptionnalisme américain. Mais veut-on déterrer l'histoire de l'esclavage, de la colonisation des terres indiennes, de la violence d'Etat... ce que pointe une histoire critique des États-Unis. À ce titre, les attaques contre la *critical race theory* se trompent de cible, quand on sait qu'il s'agit essentiellement d'approches issues des études juridiques enseignées uniquement à partir

---

<sup>16</sup> Eric Adams a été élu maire de New York en janvier 2022. Ancien policier, il défend des positions très sécuritaires.

<sup>17</sup> À ce sujet, voir l'itinéraire de Tanya Hernandez dans ce numéro.

du Master. Mais ce qui leur pose problème c'est le mot « critique ». Qu'on puisse offrir un récit critique des origines des États-Unis, ils ne le supportent pas.

Après, je ne suis pas sûre que le terme de « *backlash* » décrive le mieux ce à quoi on assiste aujourd'hui. On a affaire à quelque chose de bien plus sérieux au regard du niveau de mobilisation de la droite. Les États-Unis risquent vraiment de voir la démocratie disparaître : On a assisté ces dernières années à la restriction du droit de vote des minorités. On a aussi 30 à 40% de la population qui vote pour le Parti républicain et qui croit sincèrement que Trump a remporté l'élection... On assiste à une forme d'organisation transnationale de la droite – on l'a aussi vu avec les convois de chauffeurs routiers au Canada et au-delà – financé par des grandes fortunes de droite comme les Mercer, les frères Koch, etc. Si bien que je ne sais pas s'il s'agit d'un *backlash*. Vesla Weaver utilise le terme « *frontlash*<sup>18</sup> » qui décrit peut-être mieux ce qu'il se passe actuellement. J'ai des proches qui commencent à réfléchir à où ils pourraient s'expatrier. La situation est grave, et elle s'empire. Je veux donc insister ici sur l'organisation globale d'un front fasciste, qui n'est pas simplement une réaction à des slogans trop radicaux comme « *defund the police* » comme l'avancent certains libéraux.

**Mouvements :** Vous évoquez dans le livre une enquête menée par deux politistes de Chicago qui ont étudié le profil des personnes arrêtées après l'assaut sur le Capitole du 6 janvier 2021. Ils montrent que 90 % d'entre eux n'avaient aucune affiliation partisane. Ce n'étaient pas des membres de milices, mais des gens ordinaires. Ce qui est assez effrayant quand on pense à ce que ça signifie de l'imprégnation de ces idées dans la population et la motivation de ces gens.

**Donna Murch :** Oui, je suis d'accord. C'est terrifiant. Et ça représente une portion importante, très importante, des États-Unis. Et ça a une ampleur nationale. Quand on compare la période Jim Crow<sup>19</sup> à aujourd'hui, ce qui est terrible, c'est qu'il ne s'agit plus seulement de la sécession de quelques États du Sud, c'est national, c'est une menace qui touche l'infrastructure fédérale des États-Unis. C'est quelque chose que je ne pensais plus possible, que je ne pensais pas connaître au cours de mon existence. Mais les changements dans la composition de la Cour Suprême, ce qu'il se passerait si les Républicains avaient le contrôle des trois branches du gouvernement... Et donc oui, les participant·es au 6 janvier, ce n'était pas celles et ceux qu'Hillary Clinton a qualifié de « déplorables », nombre d'entre eux sont des gens de classe moyenne, des Républicains de base. Et tout est rendu possible par une infrastructure financière solide qui facilite la mobilisation. Mais ces gens n'étaient pas des radicaux membres de milices paramilitaires... Donc oui, les États-Unis sont en danger et on ne sait pas du tout comment ça va finir.

**Mouvements :** Au regard de tout ça, que faire et quel est à vos yeux l'avenir du mouvement antiraciste ? Car dans votre livre vous pointez l'ambivalence de la situation : à la fois la puissance d'un mouvement qui a engendré les plus grandes manifestations de l'histoire

---

<sup>18</sup> Voir V. WEAVER, *Frontlash: Race and the Politics of Punishment*, Cambridge, Harvard University Press, 2007.

<sup>19</sup> Les lois Jim Crow, en vigueur dans les États du Sud du pays de 1877 à 1964, ont été mises en place pour entraver les droits constitutionnels des afro-américain·es au lendemain de la Guerre de Sécession et incarnent l'institutionnalisation de la ségrégation raciale aux États-Unis.

étatsunienne et permis de mettre la question du définancement de la police à l'agenda, et les critiques fortes que BLM a rencontré. Notamment au sujet de son institutionnalisation, de son financement par de grosses fondations philanthropiques, la culture de la célébrité. Comment continuer à avancer malgré tout ?

**Donna Murch** : Je crois que la première chose à faire, c'est de renforcer les liens entre l'infrastructure nationale et locale. La capacité à construire de réelles organisations est cruciale et la « tyrannie de l'absence de structure » demeure un vrai problème.<sup>20</sup> Donc on a besoin de discuter de la façon de créer des collectifs et de s'organiser sans financement ni professionnalisation. Une autre chose serait de renforcer les liens entre le mouvement noir et le mouvement syndical. Les afro-américain·es ont le taux de syndicalisation le plus élevé de toute la population, ce qui pourrait faciliter les choses. Enfin je crois qu'on a besoin d'un mouvement sur le droit au logement puissant. Les loyers s'envolent, on a vu des augmentations annuelles de 30 à 40% dans certaines villes ces dernières années. Pour moi, une perspective véritablement anticapitaliste doit s'atteler à des luttes matérielles concrètes, ce qui explique que je me sois particulièrement investi dans mon syndicat ces derniers temps. La syndicalisation, y compris à l'université, est une des façons de lutter contre le démantèlement néolibéral des services publics.

Plus largement, le défi, c'est de produire une gauche dans un pays marqué par une telle culture anticomuniste. On a besoin de groupes d'études pour ça. On a besoin de luttes autour d'enjeux concrets relatifs aux conditions matérielles et locales, à partir desquelles construire un mouvement national. Car pour moi, mais on est nombreux·euses à être d'accord sur ce point, la lutte contre la violence d'État ce n'est pas que la lutte contre les tueries policières, ça doit être relié à toutes les autres formes de violence structurelle.

C'est ce qu'on est parvenu à faire dans les années 1960-1970. Que ce soit le mouvement des droits civiques, notamment sur le droit de vote, le BPP et la liste de revendications qu'il a construit. La bataille contre la violence d'État a toujours été liée à des luttes matérielles concrètes. C'est ce dont on a terriblement besoin aujourd'hui.

Enfin, il faut faire nombre. C'est là que le rôle des leaders et des militant·es, des intellectuels organiques de base, est crucial. Mais il faut parvenir à mobiliser davantage les classes populaires. La croissance de la pauvreté et la mobilité sociale descendante est drastique ces dernières années. Ce sont ces gens qu'il faut parvenir à mobiliser. Et cette participation, je ne crois pas qu'elle naîtra des seules manifestations, mais de luttes concrètes arrimées aux enjeux pratiques et vitaux de leurs existences.

---

<sup>20</sup> Concept forgé en 1970 par Jo Freeman, la « tyrannie de l'absence de structure » souligne comment l'informalité et l'absence de procédures démocratiques claires contribue à la reproduction des mécanismes de domination de genre, de sexe, de race ou de classe au sein des mouvements sociaux.